



Commune de Valence

Archives communales

Association des secrétaires de mairie, employés et agents communaux de la Drôme, 1896-1994.

8 S 1-70

Répertoire numérique détaillé établi par Julien Mathieu,
attaché de conservation du patrimoine

2012

Archives communales et communautaires
10 rue Farnerie - BP 2119
26021 VALENCE Cedex
Tel : 04.75.79.23.96

Introduction

Identification

Intitulé

Association des secrétaires de mairie, employés et agents communaux de la Drôme.

Dates extrêmes

1896-1994

Niveau de description

Fonds

Importance matérielle

2,40 m. lin.

Contexte

Nom et historique du producteur

La création de l'Association des secrétaires de mairie, employés et agents municipaux du département de la Drôme est contemporaine de la loi de 1898 sur la mutualité. La réunion constitutive se tient dans les locaux de la justice de paix de Bourg-de-Péage le 3 octobre 1897¹. L'initiative en revient en effet aux secrétaires généraux de Romans et Bourg-de-Péage, qui réunissent 26 employés communaux du département, salariés des communes de Bourg-de-Péage (2), Chabeuil (1), Châteauneuf-d'Isère (1), Montélimar (3), Sant-Donat (1), Romans (6) et Valence (12). Le groupe comprend des employés comme des chefs de service et des secrétaires généraux mais la présidence et la vice-présidence sont cependant confiées à deux secrétaires généraux : Ducros, de Bourg-de-Péage, et Aressy, de Valence.

Les organisateurs constatent que « le prolétariat de la plume est aussi misérable sinon plus que celui de l'atelier » : les employés communaux sont souvent moins favorisés que d'autres employés du secteur public ; ils ne bénéficient d'aucune protection sociale (retraite, santé) et leur carrière et souvent soumise à la discrétion des autorités politiques qu'ils servent. Dès sa fondation, l'association poursuit donc deux buts : proposer une protection sociale mutuelle à ses membres ; défendre les intérêts corporatifs des employés communaux de tous grades. Cette double orientation devenant difficile à concilier après la Première guerre mondiale : une branche syndicale se crée ainsi en 1922 et rejoint la CGT, alors que l'association mutuelle poursuit ses activités de manière autonome. La mutuelle continue ses activités jusqu'au milieu des années 1990, époque de son intégration à la Mutuelle nationale territoriale.

Modalités d'entrée

Le siège social de l'association fixé à l'hôtel de ville de Valence, la présence continue d'agents municipaux valentinois à sa direction et les liens étroits noués, dès l'origine, avec les élus locaux expliquent la conservation du fonds par les Archives municipales de Valence. Le fait que Lucien Estavil, archiviste de la commune entre 1958 et 1971, ait pu décrire certaines liasses du XIXe siècle et les placer (non réglementairement) en série Q (archives publiques de l'assistance et prévoyance) conforte cette

¹. Voir 8 S 2.

appréhension. Il n'est toutefois pas possible, en l'absence de registre d'entrée ou de correspondance afférente, de préciser davantage les modalités d'entrée qui restent ainsi inconnues à ce jour.

Il faut toutefois noter que, durant les années d'inorganisation scientifique du service des Archives (en particulier dans les années 1980-1990), les archives de la « mutuelle » ont fait l'objet d'une cotation en série W (versements postérieurs à 1983), les bordereaux correspondants étant regardés comme appartenant à ceux de la direction des ressources humaines.

Contenu et structure

Présentation du contenu

Le fonds est composé de tous les documents essentiels d'une association : documents constitutifs, d'administration, pièces financières et comptables, dossiers d'activités. Il apporte également un éclairage intéressant sur la composition sociale de « l'amicale » aux différentes époques de son existence et partant de cerner les évolutions des personnels de la fonction publique territoriale. Il propose en outre de nombreux dossiers sur la sociabilité amicaliste (banquets, entraide) qui, avec les registres comptables par type de prestations (santé, retraite, obsèques), permettent l'étude précise d'une société mutualiste des XIXe et XXe siècles.

Tris, éliminations, sort final

La série Q (Assistance et prévoyance) a fait l'objet d'un classement en 2004 par Emilie Brun, archiviste stagiaire². Ce traitement a permis de distinguer les articles relevant règlementairement de la série Q de ceux devant être réintégrés dans d'autres séries. L'origine privée des archives de l'amicale des secrétaires de mairie a ainsi été prise en compte et le présent fonds a alors été constitué.

Emilie Brun a procédé, en série Q comme dans le fonds de l'Amicale, à des éliminations : « demandes de prestations, [...] décomptes de versement, [...] enquêtes administratives, [...] correspondance sans intérêt, [...] doubles, voire [...] triples ». Au terme de cette entreprise, et sur un total de seize mètres linéaires au départ, huit mètres sont restés en série Q, quatre mètres cinquante ont été réintégrés ; le reste a été éliminé³. Un échantillonnage avait ainsi été entrepris dans certains dossiers sériels de l'amicale (fichiers des adhérents, art. 66 et suivants, par exemple).

Toutes les archives décrites dans le présent instrument de recherche sont conservées à des fins historiques. Plusieurs liasses anciennement cotées 347 W 1-2, formées de relevés de prestations, de procurations pour assemblées générales, d'appels de cotisations ont cependant été éliminées.

Accroissements

Néant.

Mode de classement

Le plan de classement se conforme aux propositions de la Direction des Archives de France en matière de fonds associatifs⁴. Il distingue ainsi :

- les documents constitutifs de l'association (art. 1)
- les pièces ayant trait à la gestion administrative (art. 2-19) et financière (art. 20-63). Lucien Estavil, dans son classement des archives de fonctionnement (art.4-8) a manifestement rassemblé de

². Lire Emilie BRUN, *Série Q. Assistance et prévoyance (1790-1983)*, répertoire numérique détaillé sous la direction de Laurence Salce, Valence, Arch. mun. Valence, 2004.

³. *Ibid.*

⁴. Cf. Armelle Le GOFF [dir.], *Les archives d'association. Approche descriptive et conseils pratiques*, Paris, Direction des Archives de France, 2001.

manière chronologique des liasses auparavant organisées par objet (conseil d'administration, assemblée générale, fête annuelle, etc...). Les dossiers ultérieurs, produits par le président Reboul et/ou le trésorier Mottet, retenant également une logique chronologique, la recherche de l'ordre originel des dossiers classés par Estavil n'a pas été entreprise. Le classement distingue ainsi les registres (art.2-3) des liasses (art.4-18).

- la gestion des effectifs et les relations avec les adhérents-bénéficiaires (art. 64-69).

Enfin, un article a été formé de pièces ayant valeur de témoignage ou un intérêt esthétique (papier à en-tête, timbres mutualistes).

Conditions d'accès et d'utilisation

Conditions d'accès

En l'absence de documents contractuels régissant l'entrée du fonds, l'accès en est libre, selon les lois et décrets en vigueur dans les archives publiques. Des délais de 50 ans (respect de la vie privée) ou de 120 ans à compter de la naissance des individus (secret médical) sont de ce fait appliqués à certains articles.

Conditions de reproduction

La reproduction pour usage privée est libre ; elle est soumise à autorisation pour tout usage public (mise en ligne, exposition, publication, par exemple) ou à caractère commercial.

Langue et écriture

L'ensemble des documents est rédigé en français.

Caractéristiques matérielles et contraintes techniques

Les documents sont au support papier.

Instruments de recherche

Moins d'une dizaine d'articles avaient fait l'objet d'un récolement manuscrit par Lucien Estavil, archiviste de la commune, après 1958. Ces 9 cotes figuraient dans l'une des sous-séries non réglementaires de la série Q (5 Q 15 / 1-9). D'autres références étaient décrites sommairement par deux bordereaux de versement (334 W et 347 W).

Enfin, un important ensemble concernant les années 1930-1980, demeurait non classé et non décrit et restait matériellement placé, à l'état de vrac, auprès de la sous-série non réglementaire 5 Q 15 organisée par Lucien Estavil.

Sources complémentaires

Existence et lieu de conservation des originaux

Le fonds est conservé aux Archives municipales de Valence. Les responsables de l'association étant dispersés dans tout le territoire départemental (en particulier à Romans et Montélimar), il est possible que des documents complémentaires demeurent encore détenus en main privée.

Existence et lieu de conservation de copies

Pas de copies connues.

Sources complémentaires

Archives communales de Valence

Série K Personnel communal, 1790-1983.

Série Q Assistance et prévoyance, 1790-1983.

Archives départementales de la Drôme

Série M Administration générale du département (dont police administrative, contrôle des associations, travail et main-d'œuvre : syndicats et sociétés mutualistes), an VIII-1940

Série X Assistance et prévoyance, an VIII-1940.

Orientation bibliographique

Histoire de la fonction publique

François BURDEAU, *Histoire de l'administration française (XVIIIe-XXe siècles)*, Paris, Montchrestien, 1989, 400 p.

Georges-Daniel MARILLIA, *Les agents territoriaux*, Paris, Berger-Levrault, 2007 (1^e ed.1992), 577 p.

Marcel PINET [dir.], *Histoire de la fonction publique en France*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1993, 3 vol. Voir en particulier Tome III : *le XIXe et XXe siècle*, 589 p, par Michel CHABIN et alii.

Yves THOMAS, *Histoire de l'administration*, Paris, La Découverte, 1995, 122 p.

Dominique DURAND, *Une histoire de la fonction publique territoriale*, Paris, La Dispute, 2004, 310 p.

Histoire du personnel communal en France

Emmanuel BELLANGER, « L'Ecole nationale d'administration municipale. Des « sans-grade » devenus secrétaires généraux », dans *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, Tome 14, n°53, 2001, pp. 145-171.

Emmanuel BELLANGER, « Les secrétaires généraux des communes de la Seine-Banlieue. Contours d'une identité professionnelle (XIXe-XXe siècle) », dans Bruno DUMONS et Gilles POLLET [dir.], *Administrer la ville en Europe (XIX-XXe siècles)*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp.17-46.

Emmanuel BELLANGER, « Le personnel communal ou l'empreinte du territoire : construction d'un groupe, politisation et sociabilité municipale en banlieue parisienne (1880-1950) », dans Emmanuel BELLANGER, Jacques GIRAULT [dir.], *Villes de banlieues. Personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au XXe siècle*, Paris, Créaphis, 2008, pp. 151-189.

Bruno DUMONS et Gilles POLLET, « Administrateurs municipaux et petites patries. Les secrétaires généraux de mairie des villes de la France du Sud-Est (1880-1940) », dans Jean Jaurès. *Cahiers trimestriels* [Bulletin de la Société d'études jaurésiennes], n°158, octobre-décembre 2000, pp. 33-42

Associations, syndicats et mutuelles de fonctionnaires

Emmanuel BELLANGER, « "Je t'aime contraint et forcé". Des maires, des amicales, des syndicats et une préfecture en banlieue parisienne (1880-1950) », dans Danielle TARTAKOWSKY et Françoise TETARD [dir.], *Syndicats et associations en France. Concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, pp.129-138.

Jeanne SIWEK-POUYDESSEAU, « Les syndicats des personnels communaux à la recherche d'un statut », dans Emmanuel BELLANGER et Jacques GIRAULT [dir.], *Villes de banlieues. Personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au XXe siècle*, Paris, Créaphis, 2008, pp.193-200.

Jeanne SIWEK-POUYDESSEAU, « Les fonctionnaires entre association et syndicat » dans Danielle TARTAKOWSKY et Françoise TETARD [dir.], *Syndicats et associations en France. Concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, pp.67-76.

Jeanne SIWEK-POUYDESSEAU, *Les syndicats des fonctions publiques au XXe siècle*, Paris, Berger-Levrault, 2001, 312 p.

Jeanne SIWEK-POUYDESSEAU, « **A propos de la Fédération des Fonctionnaires : les projets de retraite (1906) et de contrat collectif (1920)** », dans *La Revue Administrative*, mars-avril 2001, pp. 193-201.

Jeanne SIWEK-POUYDESSEAU, « Les mutuelles de fonctionnaires avant la Seconde Guerre mondiale » dans Michel DREYFUS, Bernard GIBAUD et André GUESLIN [dir.], *Démocratie, Solidarité et Mutualité. Autour de la loi de 1898*. Paris, Economica, 1999, pp. 259-271.

Les Territoriaux solidaires (1964-2004), Paris, Editions textuel, 2004, 80 p [livre d'entreprise produit par la Mutuelle nationale territoriale]

Contrôle de la description

Cet instrument de recherche a été élaboré par Julien Mathieu, attaché de conservation du patrimoine, conformément aux recommandations de la norme *ISAD (G) : norme générale et internationale de description archivistique* (seconde édition) et de la norme *ISAAR (CPF) : norme internationale sur les notices d'autorité archivistiques relatives aux collectivités, aux personnes et aux familles* (seconde édition).

Répertoire numérique détaillé

1 Création

8 S 1 Documents constitutifs (1896-1899)

Statuts mss et imp. (1896, 1901, 1922, 1926), arrêté ministériel d'approbation (1902), déclaration de constitution et récépissé (1898), arrêté préfectoral et extraits des délibérations du conseil général de la Drôme (1898), règlements intérieur et de fonctionnement (1897), tracts et circulaires imprimés d'appel à l'adhésion (1896-1899), notices statistiques adressées au ministère de l'Intérieur (1897-1898), exemplaire de livret de « membre pratiquant » (1898), statuts imp. de l'Union nationale des secrétaires, employés et autres fonctionnaires communaux de France et des Colonies (s.d., après 1901), notes mss et correspondance (1896-1899)

2 Administration et fonctionnement

2.1 Conseil d'administration et Assemblée générale

Registres

8 S 2-3 Délibérations et comptes rendus de réunions (classement chronologique, 1897-1929)

8 S 2 1897-1924

8 S 3 1922 [sic]-1929 5

Dossiers chronologiques

8 S 4-18 Délibérations, comptes rendus de réunions, rapports moraux et financiers, discours mss et imp., extraits de statuts, ordres du jour, listes de membres et états des cotisations, états comptables et financiers⁶, pièces justificatives comptables, diplômes, tracts et circulaires, exemplaires du *Bulletin* de l'association, programmes, listes de souscriptions et de participants, menus, correspondance, brochures imprimées, documentation juridique, bulletins nominatifs d'adhésion ou de prestations, coupures de presse (classement chronologique, 1896-1994)

8 S 4 1899-1912

8 S 5 1913-1919

8 S 6 1920-1934

8 S 7 1935-1950

8 S 8 1951-1958

8 S 9 1959

8 S 10 1960

8 S 11 1961

⁵. Il s'agit des délibérations de la branche « syndicale » de l'association. Le registre comporte en fin de volume, ht, l'inventaire du matériel et des archives de l'association (octobre 1923) et une lettre du secrétaire général de l'Union nationale des secrétaires, employés et autres fonctionnaires communaux de France et des Colonies (17 septembre 1923).

⁶. Dont états par type de service (capital-décès, longue maladie, chirurgical, dentaire, etc...) et par section locale après 1959.

8 S 12	1962
8 S 13	1963
8 S 14	1966-1970 ⁷
8 S 15	1972-1979
8 S 16	1980-1985
8 S 17	1986-1990
8 S 18	1991-1994

Présidence

- 8 S 19 Dossiers du président Henri Reboul, secrétaire général de la ville de Valence : statut imp. de l'association (1941) et extraits de statuts, comptes rendus de réunions, circulaires, listes de membres, correspondance, pièces comptables et financières, notices imprimées, notes mss (1941-1958)⁸

Comptabilité et finances

- 8 S 20-31 Journal (classement chronologique, 1898-1990)
- | | |
|------------|--|
| 8 S 20 -21 | 1898-1900 : 2 volumes (classement thématique) |
| 8 S 20 | Journal général des opérations |
| 8 S 21 | Grand livre des comptes ouverts |
| 8 S 22 | 1901-1941 |
| 8 S 23 | 1942-1973 |
| 8 S 24 | 1971 [sic]-octobre 1975 |
| 8 S 25 | octobre 1975-1979 |
| 8 S 26 | 1980-1981 et registre partiel janvier septembre 1980 |
| 8 S 27 | 1982-1983 |
| 8 S 28 | 1984-mai 1985 |
| 8 S 29 | Juin 1985-février 1987 |
| 8 S 30 | Février 1987-1988 |
| 8 S 31 | 1989-1990 |
- 8 S 32 Livre de détail (1898-1934)
- 8 S 33-35 Livre de caisse (classement chronologique, après 1970-1989)
- | | |
|--------|---------------------------|
| 8 S 33 | s.d. (après 1970) |
| 8 S 34 | Octobre 1980-février 1986 |
| 8 S 35 | Mars 1986-avril 1989 |

⁷. Ne comporte pas de comptes-rendus d'assemblée générale.

⁸. Concerne notamment les relations avec d'autres sociétés mutualistes et l'Union mutualiste de la Drôme.

- 8 S 36-43 Registres de « ventilation des prestations »⁹ (classement chronologique, 1978-1990)
- 8 S 36 2 juin 1978-2 février 1979
 - 8 S 37 20 septembre 1979-25 avril 1980
 - 8 S 38 12 février 1981-12 janvier 1982
 - 8 S 39 12 janvier 1982-14 octobre 1982
 - 8 S 40 14 octobre 1982-15 juin 1983
 - 8 S 41 15 juin 1983-6 mars 1984
 - 8 S 42 7 mars 1984-7 janvier 1985
 - 8 S 43 Mai 1989-janvier 1990
- 8 S 44-52 Registres des règlements bancaires¹⁰ (classement chronologique, 1981-1992)
- 8 S 44 24 juin 1981-7 septembre 1982
 - 8 S 45 16 novembre 1983-18 mars 1985
 - 8 S 46 18 mars 1985-29 août 1986
 - 8 S 47 1er septembre 1986-10 novembre 1987
 - 8 S 48 12 novembre 1987-16 décembre 1988
 - 8 S 49 16 décembre 1988-18 décembre 1989
 - 8 S 50 18 décembre 1989-12 décembre 1990
 - 8 S 51 12 décembre 1990-19 décembre 1991
 - 8 S 52 19 décembre 1991-30 septembre 1992
- 8 S 53-60 Registres des règlements en numéraire¹¹ (classement chronologique, 1981-1992)
- 8 S 53 7 janvier 1985-7 octobre 1985
 - 8 S 54 7 octobre 1985-17 juin 1986
 - 8 S 55 18 juin 1986-31 mars 1987
 - 8 S 56 1er avril 1987-29 décembre 1987
 - 8 S 57 4 avril 1988-13 septembre 1988
 - 8 S 58 12 février 1990-12 décembre 1990
 - 8 S 59 12 décembre 1990-21 octobre 1991
 - 8 S 60 22 octobre 1991-8 janvier 1992
- 8 S 61-63 Dossiers de Marcel Mottet, trésorier.
- 8 S 61 Documents de gestion : états des cotisations, recouvrements et timbres, pièces justificatives de comptes, bulletins individuels de demandes d'adhésion et radiations, correspondance, documentation juridique imp. (1955-1959)

⁹. Registres indiquant, dans un ordre chronologique et pour chaque assuré mutualiste, le type de prestations et le montant financier affecté.

¹⁰. Règlements bancaires des dépenses de santé des adhérents mutualistes.

¹¹. Règlements en numéraire des dépenses de santé des adhérents mutualistes.

- 8 S 62 Relations avec l'Union mutualiste de la Drôme, la caisse mutualiste dentaire et la caisse mutualiste chirurgicale et gros risques : circulaires, comptes rendus de réunions, états des adhésions et radiations, états des assurés pris en charge, états des recouvrements et encaissements, pièces justificatives comptables, notes mss, correspondance (1955-1959)
- 8 S 63 Relations avec les sections locales de l'association : circulaires, comptes rendus de réunions, listes de membres, états des adhésions et radiations, états des assurés pris en charge et prestations versées, états des recouvrements et encaissements, bulletins individuels de demandes d'adhésion et radiations, pièces justificatives comptables, notes mss, correspondance (1955-1960) ¹²

Effectifs

Recrutement

- 8 S 64 Composition et recrutement : listes des membres, états des effectifs, journal des adhésions et radiations (classement chronologique, 1898-1980)

Gestion des adhérents et bénéficiaires

- 8 S 65 Collection de fiches nominatives d'adhérents radiés ou décédés (1955-1963) ¹³
- 8 S 66-67 Echantillon de dossiers nominatifs d'adhérents-bénéficiaires : fiche nominative, bulletins d'adhésions ou radiations, états des prestations perçues, pièces justificatives comptables, correspondance (classement chronologique, 1945-1992) ¹⁴
- 8 S 66 1945-1980
- 8 S 67 1980-1992
- 8 S 68 Dossiers de bénéficiaires de la caisse mutuelle obsèques : fiche nominative, bulletins d'adhésions ou radiations, états des prestations perçues, pièces justificatives comptables, correspondance (classement chronologique, 1988-1993) ¹⁵
- 8 S 69 Echantillon de reconnaissances de dettes passées par des adhérents en faveur de l'association : reconnaissance signée, bulletins de salaire, correspondance, notes mss (1971) ¹⁶

Souvenirs

- 8 S 70 Papier à en-tête de l'association (avant 1914) ; timbres mutualistes (1975-1976)

¹². Classement par section : Retraités, « Isolés » (adhérents de communes ne disposant pas de section locale), Bourg-lès-Valence, Crest, Donzère, Montélimar, Romans, Tain-L'Hermitage.

¹³. Le classement originel des lots de fiches a été conservé.

¹⁴. Les dossiers antérieurs à 1980 sont constitués d'un échantillon de dossiers (patronymes commençant par la lettre B ou T) ; les dossiers postérieurs sont ceux formés de l'ancienne cote 334 W 3, conservés intégralement.

¹⁵. Ils s'agit des dossiers compris dans l'ancienne référence 334 W 2, conservés intégralement.

¹⁶. Echantillon composés des patronymes commençant par B et par T.

Table de concordance

<i>Ancienne cote</i>	<i>Cote actuelle</i>
5 Q 15 / 1 (Documents constitutifs)	8 S 1
5 Q 15 / 1 (Dossiers annuels d'activité)	8 S 4
5 Q 15 / 2 (Premier registre)	8 S 2
5 Q 15 / 2 (Second registre)	8 S 3
5 Q 15 / 3 (journal détaillé)	8 S 20
5 Q 15 / 3 (grand livre)	8 S 21
5 Q 15 / 3 (livre de détail)	8 S 32
5 Q 15 / 4	8 S 22
5 Q 15 / 5	8 S 64
5 Q 15 / 6	8 S 5
5 Q 18 / 7	8 S 6
5 Q 15 / 8	8 S 7
5 Q 15 / 9	8 S 8
334 W 1-2	8 S 15-18 (classement chronologique)
334 W 2 (caisse obsèques)	8 S 68
334 W 3	8 S 67
347 W 1	Elimination
347 W 2	Elimination
Cotes nouvelles	8 S 9-14, 19, 23-31, 33-63, 65-66, 69-70